

> Analyses et témoignages > Journal de l'Afrique > Pourquoi l'Occident devient de plus en plus agressif en Afrique (...)

Pourquoi l'Occident devient de plus en plus agressif en Afrique ?

OLMIER A. NDEKOP

Partager 1 092

16 juin 2015

Article en PDF :

Le Soudan, la Côte-d'Ivoire, la Libye, la RCA, le Mali sont les nouveaux laboratoires de l'agressivité d'un capitalisme occidental en crise structurelle depuis 2008. Pourquoi l'Occident qui ne s'est jamais comporté en enfant de chœur devient-il encore plus agressif en Afrique ? C'est parce que ce continent, qui était considéré depuis le 19ème siècle comme une réserve de matières premières à la disposition exclusive du capitalisme européen et nord-américain, a décidé de s'émanciper en s'ouvrant à d'autres partenaires, notamment la Chine et les autres pays émergents. Un véritable crime de lèse colonisateur !



La crise de 2008, une crise du système capitaliste

Fin 2008 début 2009, l'économie états-unienne entre dans une profonde crise causée par les prêts immobiliers à risque. Les bénéficiaires de ces prêts n'ayant pas pu respecter les échéances, le système financier s'est bloqué. Les banques, les sociétés immobilières, les industries... tombaient progressivement en faillite et la crise des subprimes est devenue la crise tout court. Les fleurons de la puissance états-unienne comme American International Group, Ford, General Motors, Chrysler n'ont pu être sauvés que par l'argent du contribuable mobilisé pour aider les capitalistes spéculateurs victimes de leur boulimie du profit. Le coût/coup social de ce krach est énorme : montée vertigineuse du chômage, réduction des revenus, augmentation du taux de suicide... Comme une trainée de poudre, la crise traverse les Etats Unis d'Amérique et atteint l'Europe. Si aux USA ce sont les entreprises qui sont tombées en faillite, en Europe ce sont les Etats qui sombrent dans cette situation infamante. Le Portugal et la Grèce sont officiellement déclarés en récession. Pour la première fois dans l'histoire, plus vieux colonisateur européen (le Portugal) est allé demander de l'aide à l'une de ses anciennes colonies : l'Angola. Mais le cercle des Etats occidentaux en difficulté va bien au-delà des deux cités. En témoigne l'évocation et la mise en place de cures d'« austérité » dans des pays comme la France, l'Angleterre, etc. De fait, les grandes puissances occidentales n'ont plus les moyens de maintenir le niveau de vie de leurs citoyens. Ils n'ont plus les moyens de faire fonctionner de manière optimale les institutions étatiques. Pis, les coupes opérées sur les secteurs sociaux (éducation, santé, sécurité sociale, retraite) -toujours les premières victimes de la récession- ne sont ni suffisantes ni efficaces à long terme puisqu'elles rendent les régimes impopulaires.

Une crise aux conséquences désastreuses

La première conséquence de cette crise est qu'elle a détruit le mythe de l'inébranlabilité du système capitaliste que l'états-unien d'origine japonaise Francis Fukuyama avait tôt fait de présenter comme « la fin de l'histoire », enthousiasmé qu'il était par la chute de l'Union des Républiques socialistes et soviétiques (URSS). Avec la crise de 2008, qui n'était pas une simple crise due à une mauvaise gestion du capital par les hommes mais une crise du système capitaliste dans lequel l'absence de règles est érigée en règle, l'humanité a compris que l'histoire du capitalisme ne faisait que commencer. Deuxième conséquence qui découle d'ailleurs de la première : les BRICS (pays émergents conduits par la Chine) ont profité de la faillite de l'Occident pour conquérir des parts de marché au point de constituer un véritable contrepoids à l'hégémonie des puissances occidentales. Très vite, une guerre d'un genre particulier a donc été ouverte avec, comme belligérants, les pays occidentaux d'une part et les puissantes émergentes d'autre part. Pour l'Occident, cette guerre pour la (re)conquête de l'hégémonie mondiale a trois objectifs. Elle doit permettre de mettre la main sur les matières premières afin de relancer la machine capitaliste grippée. Ensuite empêcher aux pays

émergents de prendre le contrôle de ces ressources pour accélérer leur industrialisation. Enfin, l'Occident fait la guerre pour fragiliser l'Afrique afin d'y empêcher tout véritable développement endogène. Il n'échappe à personne que les chefs d'Etat qui s'engagent à développer leur pays sont : assassiné (Kadhafi), renversé (Gbagbo) ou diabolisés (Bouteflika, Mugabe, Obiang Nguema, Kabila, Dos Santos).

Afrique, premier théâtre de guerre de l'Occident

La thèse selon laquelle « tout ce qui arrive à l'Afrique (guerres, pillage, corruption) n'est que le résultat des turpitudes des Africain(es). L'étranger n'y est pour rien » ne manque pas de défenseurs. Mais cette « théorie de l'ultra-naïveté (1) », fille de la propagande de guerre n'enlève rien au fait que les guerres en Côte-d'Ivoire, en Libye, au Mali, en RCA étaient avant tout des guerres de l'Occident impérial pour relancer son économie en crise profonde. **En Côte-d'Ivoire**, premier pays producteur de cacao au monde, première économie d'Afrique de l'ouest, la France, ancienne puissance coloniale, a tenté depuis 2002 de renverser le régime du président démocratiquement élu Laurent Gbagbo. Le malheur de l'ancien opposant devenu chef d'Etat est d'avoir voulu faire passer le développement de son pays et le bien-être des Ivoiriens avant les intérêts des multinationales occidentales qui régnaient en maîtres incontestés dans le pays. Soit dit en passant, c'est Félix Houphouët-Boigny, premier président ivoirien qui a inventé le terme Françafrique pour désigner le cadre des relations privilégiées qu'il souhaitait entre la France et l'Afrique. Pour ne pas perdre « sa » Côte-d'Ivoire, Nicolas Sarkozy a déployé les troupes et l'artillerie française pour pilonner le palais présidentiel ivoirien et en extraire le chef de l'Etat et l'envoyer à la Cour pénale internationale où il est incarcéré jusqu'aujourd'hui. En lieu et place, Alassane Ouattara, ami personnel de Sarkozy est installé. Depuis lors, les entreprises occidentales sont remontées en selle. Et guise de récompense, Ouattara dont l'épouse est française bénéficie de la plus grande attention des dirigeants et des médias occidentaux.

En Libye, l'un des rares pays au monde où l'argent du pétrole était investi dans le développement du pays, Mouammar Kadhafi a commis l'« erreur » de mobiliser des fonds pour lancer le premier satellite africain, créer la Banque centrale africaine (BCA), le Fonds monétaire africain (FMA), la Banque africaine d'investissements (BAI)... Tous ces projets étant lancés, l'Occident se voyait perdre une part importante des ressources nécessaires à sa survie. Avec le satellite africain, l'Occident perdait 500 milliards de FCFA (1 milliard de dollars), montant que les sociétés de téléphonie et les chaînes de télévision africaines payent chaque année pour être hébergées par les satellites occidentaux. Avec l'entrée en fonctionnement du FMA, de la BCA et du FAI, l'Occident, qui tire d'énorme profit du service de la dette devenu le fonds de commerce des institutions de Bretton Woods, perdait de faramineuses sommes d'argent. Pour avoir voulu priver l'empire de cette rente, Kadhafi était devenu un ennemi à abattre. Et il a été abattu avec la bénédiction de l'Organisation des Nations Unies.

Pendant les bombardements de l'OTAN, l'Occident prétendait vouloir instaurer la démocratie en Libye. Aujourd'hui, le pays est devenu le quartier général du djihad dans la bande sahélo-sahélienne. Mais aucune goutte de pétrole ne rate sa destination ! L'expédition a donc été un succès pour les impérialistes qui profitent du chaos pour avoir le pétrole libyen à des prix plus abordables qu'à l'ère Kadhafi.

Au Mali, début 2014, une horde de djihadistes (certains avaient été utilisés par l'Occident pour déstabiliser la Libye et assassiner Kadhafi) s'est jointe aux irrédentistes locaux pour lancer une large offensive sécessionniste dans le nord du pays. Dans une interview publiée en mars dernier dans le Journal de l'Afrique N°9, <http://www.michelcollon.info/La-Fra...> Hama Ag Mahmoud, affirmait sans ambages que la France avait activement contribué à la partition du Mali en soutenant le Mouvement intégriste MNLA contre le pouvoir de Bamako. Voulant diviser le Mali pour mieux le piller, « La France nous avait donné son feu vert pour créer l'Etat de l'Azawad », a révélé Hama Ag Mahmoud, ancien responsable des Affaires extérieures dans le Conseil Transitoire de l'Etat de l'Azawad. Il faut dire que la stratégie n'est pas nouvelle. Pour piller les ressources du Soudan, les Occidentaux qui n'ont pas réussi à renverser le régime d'Omar El Béchir ont décidé de partitionner le pays en deux. La partie sud est devenue en 2011 la République du Soudan du Sud. Aussitôt créée, le 54ème Etat africain a sombré dans une guerre pour le pillage des ressources. Depuis juillet 2013, deux frères ennemis Riek Machar et Salvakiir s'y battent pour le contrôle de la présidence. Les morts et les déplacés se comptent en millions. Mais le pétrole et le caoutchouc produits dans le pays prennent la destination de l'Occident. Sans surprise pour qui connaît leur mode de fonctionnement, les grands médias présentent soigneusement la guerre au Soudan du Sud comme « un conflit tribal opposant les tribus Neur et les Dinka ».

En République centrafricaine, François Bozizé a été renversé par une coalition de rebelles soutenue par la France à travers son relais sous régional : le président tchadien Idriss Déby. La principale « faute » de Bozizé était d'avoir ouvert son pays à la Chine au point de céder la réserve pétrolière de Boromata à l'Empire du Milieu, malgré les nombreuses mises en garde de Paris <http://www.michelcollon.info/Centra...>. Comme dans la fable « Le loup et l'agneau » de Jean De La Fontaine, Bozizé sera puni pour sa témérité et remplacé par un chef rebelle appelé Michel Djotodia. Le président déchu aura appris à ses dépens que « la raison du plus fort est toujours la meilleure » !

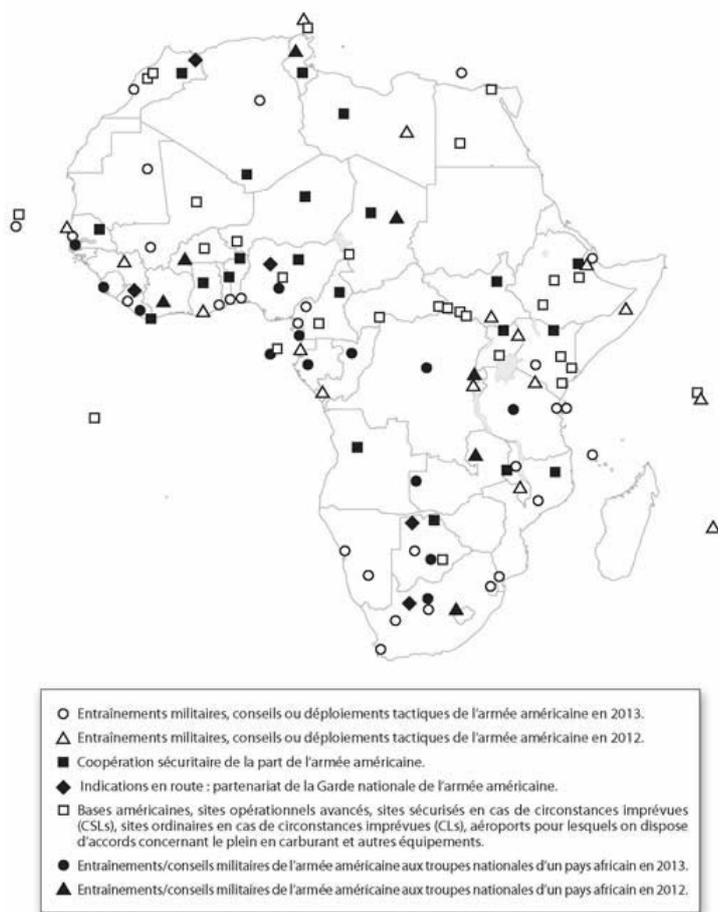
France-USA : le nouveau couple anthropophage

Dans le but de faire main basse sur les ressources africaines, d'empêcher les concurrents asiatiques d'en profiter et d'endiguer tout véritable développement endogène, l'Occident quadrille progressivement le continent. Deux pays sont en tête de ce nouveau déploiement : la France et les USA qui constituent le nouveau couple anthropophage de fait.

Votre téléviseur ne vous en a rien dit. Vos quotidiens et magazines préférés non plus. Et pourtant, en 2013 les USA, à travers le Commandement militaire pour l'Afrique (AFRICOM), ont mené... 546 interventions sur le sol africain. Soit précisément « 55 opérations, 10 exercices et 481 activités de coopération dans le domaine sécuritaire (2) », détaillait le général

Rodriguez, commandant d'AFRICOM au Congrès étasunien en mars 2014. A la décharge de nos grands médias, précisons que la nouvelle stratégie militaire US mise en application sous Obama (3) a été conçue pour permettre au pays d'intervenir en restant en retrait (leading from behind) et sans laisser de traces « light footprint ».

Sous la direction de Maya Kandel, l'Institut de Recherche Stratégique de l'École militaire (IRSEM) a publié en décembre 2014 une étude de 104 pages sur « La stratégie américaine en Afrique ». Le light footprint y est apparait comme « l'usage des drones, des forces spéciales et autres modalités discrètes d'intervention, l'importance de la surveillance, enfin l'appui sur les partenariats (4) ». La carte ci-dessous donne de plus amples informations sur la présence militaire US en Afrique.



Source : Tom Dispatch

En 2008, la France s'est dotée d'une nouvelle bible de guerre appelée Livre blanc de la Défense. Ce document présente l'Afrique, notamment sa partie sahélienne, comme une zone de crise (il faut préciser qu'en 2008 il n'y a pas encore les printemps arabes en Tunisie, en Egypte et en Libye, ni l'avancée des djihadistes au Mali). En novembre 2009, un contingent de l'armée tricolore a été envoyé en Mauritanie pour officiellement former les militaires contre le terrorisme. C'est l'opération Sabre. En janvier 2010, Paris a envoyé d'autres troupes spéciales à Mopti pour officiellement former l'armée malienne contre le même ennemi jusqu'alors invisible. Suite à la prise d'otages sur le site du géant nucléaire français Areva, un important dispositif français est déployé au Burkina Faso. On le voit, la France positionne progressivement ses troupes dans la région. Subitement, en janvier 2013, le Mali sombre dans la guerre. La France prend la tête de l'intervention étrangère et lance l'opération Serval. En 2014, le président Hollande déclare la fin de l'opération Serval. Sans attendre le retour des soldats français, il annonce l'opération Barkhane. Celle-ci va plus loin que la précédente. Elle couvre cinq pays : Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Tchad. Mais la présence militaire hexagonale s'étend à d'autres régions du continent, notamment l'Afrique centrale et de l'ouest.

Le couple franco-étasunien en action

En Libye, les USA ont très vite intégré l'« opération Harmattan » lancée par la France et la Grande Bretagne contre Kadhafi. Mais c'est au Mali que l'idylle franco-états-unienne prend toute sa forme. L'appui de l'allié US « a été décisif en termes de renseignement et d'observation comme de ravitaillement en vol », se réjouissent les rédacteurs du Rapport d'information N°1288 déposé le 18 juillet 2013 à l'Assemblée Nationale française par la commission de la Défense Nationale et des forces armées, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'opération Serval au Mali. Le même satisfecit au Sénat où le Rapport d'information N°513, fait au nom de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées par le groupe de travail Sahel et déposé le 16 avril 2013, s'extasie en ces termes : « Les États-Unis sont aujourd'hui le principal partenaire des Français en termes financiers et un maillon important en termes opérationnels (au Mali). Les États-Unis ont apporté immédiatement leur appui politique à l'opération française ». Concrètement, l'aide des USA a été multiforme : drones et avions de reconnaissance, transport aérien

stratégique à travers trois C-17, ravitaillement en vol avec trois KC 135. La Maison Blanche a mobilisé une enveloppe budgétaire spéciale (presidential drawdown) de 50 millions de dollars pour soutenir l'action de Paris au Mali. La France a acquis les drones Reapers et, à Niamey, la base des drones français jouxte celle des drones états-uniens. Lors d'une visite aux USA en février 2014, François Hollande et Barack Obama ont assumé leur nouvelle alliance impérialiste en ces termes : « plus qu'ailleurs c'est peut-être en Afrique que notre nouveau partenariat trouve son expression la plus visible (6) ». Tout est dit.

Le retour de l'impérialisme allemand

Avant la crise de 2008, l'économie africaine ne faisait pas partie des priorités de Berlin. Le continent était perçu outre-Rhin comme une vaste aire de misère qu'il fallait aider pour libérer sa conscience ! Cela est d'autant plus vrai que c'est le ministère de la Coopération Economique et du Développement (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, BMZ) qui s'occupait de près de l'Afrique, suivi par le ministère des Affaires Etrangères. En juin 2000, le BMZ a publié un document de travail intitulé « Points forts de la coopération au développement ». 14 pays africains y sont désignés comme des « États prioritaires » et neuf autres comme des « États partenaires ». Mais la nature de ce partenariat est bien précisé : « coopération au développement ». L'accent est mis sur le respect des droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. En 2001, le ministère des Affaires Etrangères publie à son tour un document avec pour titre : une « stratégie pour l'Afrique ». Il se rapproche du premier par les thèmes abordés : droits de l'homme, démocratie, état de droit.

Avec la crise, l'Allemagne change sa vision de l'Afrique. Comme le confirme Tobias Koepf, auteur de L'Allemagne à la recherche d'une stratégie de politique africaine, « à compter de 2008, un discours relativement nouveau vint se juxtaposer au discours sécuritaire [en Allemagne] : l'Afrique n'y était plus présentée comme le continent de la pauvreté, mais plutôt comme le continent des opportunités (7) ». A quoi était dû ce changement de perspective ? Tobias Koepf répond : « au boom économique enregistré dans certains pays africains [...]. L'économie allemande étant par tradition fortement tournée vers l'exportation, les milieux économiques allemands, qui avaient jusque-là prêté peu d'attention à l'Afrique subsaharienne commencèrent à s'y intéresser de plus près. Le gouvernement fédéral leur emboîta le pas, surtout après l'entrée en fonction du gouvernement de coalition CDU-FDP en 2009 (8) ». Sur le terrain, les ministres Guido Westerwelle des Affaires Etrangères et Dirk Niebel du Développement intensifient les visites en Afrique, notamment au Ghana, au Mozambique, au Nigéria, en Tanzanie et en Afrique du Sud.

Suivant une gradation ascendante, l'Allemagne avance chaque jour dans la conquête de l'Afrique. En 2014, Berlin a adopté les « orientations de la politique africaine du gouvernement ». La deuxième partie de ce document programmatique s'intitule : « Notre engagement en Afrique ». On peut y lire : « Les marchés africains sont dynamiques et, au-delà des industries extractives, de plus en plus intéressants pour les entreprises allemandes ». Outre la conquête des parts de marché, l'Allemagne s'illustre par un activisme militaire croissant en Afrique. En 2011, le gouvernement allemand s'était officiellement déclaré contre le bombardement par l'OTAN de la Libye. Mais, réalisant que les pays qui ont bombardé ce pays en ont tiré un important bénéfice en termes de contrats passés avec les nouvelles autorités, Berlin a ajusté ses positions. Début 2013, le parlement allemand a fait volte-face pour soutenir l'« intervention militaire française au Mali en envoyant des soldats dans ce pays. Depuis, on a déployé des contingents plus forts au Sénégal, en Afrique centrale, dans la Corne de l'Afrique, au Sahara occidental, au Soudan, au Sud-Soudan et en Somalie (9) ». C'est à Berlin que l'Afrique avait été partagée comme un gâteau par les impérialistes en 1885. Mais le pays d'Otto Von Bismarck va perdre toutes ses colonies après sa défaite dans la première Guerre Mondiale (1914-1918). Un siècle après, l'impérialisme allemand revient en force. Les Allemands ne sont pas seuls à renfiler leur manteau colonial. Plusieurs pays évoqués plus haut sont à leurs côtés. Mais la liste est beaucoup plus longue. Les Africains doivent donc être très vigilants pour éviter cette recolonisation. Les fils et filles du continent ont une chance aujourd'hui : la multi-polarisation du monde. L'Occident ne peut plus se comporter comme à l'époque où il contrôlait le monde. Il est challengé par les BRICS. Ces derniers ne peuvent pas non plus reproduire les méthodes de l'Occident, au moins pour deux raisons : 1- Ils ne contrôlent pas encore l'économie mondiale. 2-En utilisant les mêmes méthodes, les BRICS vont éroder le capital sympathique dont ils jouissent en Afrique. Et après La haine de l'Occident, Jean Ziegler aura de la matière pour écrire La haine des BRICS.

Soyons donc très vigilants pour éviter cette recolonisation. Les fils et filles du continent ont une chance aujourd'hui : la multi-polarisation du monde. L'Occident ne peut plus se comporter comme à l'époque où il contrôlait le monde. Il est challengé par les BRICS. Ces derniers ne peuvent pas non plus reproduire les méthodes de l'Occident, au moins pour deux raisons : 1- Ils ne contrôlent pas encore l'économie mondiale. 2-En utilisant les mêmes méthodes, les BRICS vont éroder le capital sympathique dont ils jouissent en Afrique. Et après La haine de l'Occident, Jean Ziegler aura de la matière pour écrire La haine des BRICS.

Source : Le Journal de l'Afrique n°11, Investig'Action, juin 2015. Lien pour lire le Journal en entier : <http://michelcollon.info/Le-Journal...>

Notes :

(1) L'expression est de Michel Collon dans la préface du livre d'Eva Golinger, Code Chavez. CIA contre Venezuela, Oser dire, P.31

(2) Audition du général Rodriguez : « Statement of Gal David Rodriguez, Commander, US AFRICA COMMAND before the Senate Armed Service Committee Posture Hearing », 4 mars 2014.

(3) Lire le document stratégique du Pentagone de janvier 2012.

(4) Maya KANDEL (dir.), La stratégie américaine en Afrique, Etude de l'IRSEM n°36, décembre

2014.

(5) Maya Kandel, La stratégie américaine en Afrique, P.22

(6) Tribune commune publiée par Obama et Hollande sous le titre : « Une alliance transformée », Le Monde, 11 février 2014.

(7) Tobias Koepf, L'Allemagne à la recherche d'une stratégie de politique africaine, janvier 2015, P.12

(8) Ibid.

(9) Johannes Stern , <https://www.wsws.org/fr/articles/20...>, consulté le 28 mai 2015 à 22h34.

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

copyright michel
.....
graphisme dev: Platanos studio

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |